

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Lesage, Michel, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est* (Collection Thémis), Paris, Presses Universitaires de France, 1971, 365 p.

par Ferry De Kerckhove

Études internationales, vol. 4, n° 4, 1973, p. 583-584.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700380ar>

DOI: 10.7202/700380ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

science. Ils fournissent certainement une justification philosophique des efforts entrepris en ce sens.

F. de KERCKHOVE

Université Laval

LESAGE, Michel, *Les régimes politiques de l'URSS et de l'Europe de l'Est* (Collection Thémis), Paris, Presses Universitaires de France, 1971, 365p.

Il est assez étrange de constater que les ouvrages de la collection Thémis rebutent souvent les étudiants en science politique. Est-ce la clarté des divisions qui ne laissent aucun recours à l'imagination ? On y trouve cependant toujours une manne intellectuelle inépuisable. L'ouvrage de M. Michel Lesage n'échappe pas à cette règle et nous avons parcouru son livre, non en tant que spécialiste des régimes politiques de l'Est mais simplement pour combler une ignorance générale des problèmes constitutionnels de cette région du globe. Le lecteur sera servi à souhait : la lecture de ce texte aide vraiment à la compréhension, non seulement du système ou de l'organisation politique qui coiffe les régimes de l'Est mais également des problèmes indirectement reliés à la structure du pouvoir tels l'organisation des relations au sein du bloc oriental et les rapports Est-Ouest.

Avant d'entreprendre l'examen proprement dit des structures et institutions des régimes de l'Est, l'auteur trace l'évolution du modèle soviétique et son « application » aux démocraties populaires. En deuxième partie, il aborde le fonctionnement des régimes politiques, à travers les mécanismes de base, les structures administratives et enfin, les organes représentatifs. On se trouve ainsi à faire un « tour juridique » complet du phénomène politique soviétique et des démocraties populaires.

Ce qui frappe au départ, c'est la grande objectivité de l'auteur ; il ne juge pas, il expose. C'est moins une synthèse qu'une dissection et, dans l'état actuel des connaissances sur les systèmes de l'Est, il semble que cet examen chirurgical est indispensable avant de se risquer à tout diagnostic, ce qui n'exclut pas pour

l'auteur de chercher, par la description du système, à déterminer *qui* détient le pouvoir effectif au sein du Parti, quels sont les rapports évolutifs entre les neuf régimes et quelle sera leur évolution prévisible.

L'auteur nous guide dans les ténébreux méandres de la formation de l'URSS et de l'ère stalinienne d'avant-guerre avec ses contradictions, telle l'organisation des syndicats étatisés, défenseurs de la classe ouvrière face à l'État, avec ses centralisations successives, géographiques et politiques. L'auteur expose la subtilité des formules et des distinctions entre désaccord, apposition et déviation au sein du parti, expressions qui mènent toutes à plus ou moins long terme à la répression. On apprend ainsi les détails du XVII^e Congrès du PC où Staline aurait pu être limogé. En 1939, Staline invoque le danger extérieur pour dissocier socialisme et dépérissement de l'État : tant que l'URSS isolée a des ennemis à ses frontières, l'État doit demeurer tout-puissant. Il semble bien que cette déviation flagrante de « l'utopie marxiste » n'ait pas été remise en cause depuis cette époque, nonobstant les velléités de N. Khrouchtchev, non plus en raison de la faiblesse de l'URSS mais bien de sa puissance sur la scène internationale qui exclut tout dépérissement de l'État et encore moins de la nation. Cette affirmation du nationalisme russe (qui permet le sursaut de Stalingrad) puise aux sources de la querelle entre Lénine et Staline sur l'autodétermination des provinces russes dont les désirs d'indépendance furent étouffés par l'Armée rouge selon les instructions de Staline.

L'auteur ne semble pas accorder à la Deuxième Guerre mondiale une importance majeure quant à l'orientation intérieure du système politique soviétique. On peut y trouver une explication de la méfiance soviétique face au monde : son nouveau statut de grande puissance ne lui était d'aucun recours pour l'édification intérieure du socialisme si ce n'est la capacité de résister à toute intervention extérieure militaire. Ce n'est qu'après la mort de Staline que la nouvelle puissance soviétique, sur le plan économique, entraînera une recherche d'adéquation entre les réformes économiques internes et la nécessité de concurrencer le capitalisme. C'est l'époque khrouchtchevienne des décentralisations et centralisations successives et des

tentatives de redéfinition orthodoxe du socialisme et du communisme : la « dictature du prolétariat » est-elle « l'État de tout le peuple » ? Les successeurs de Khrouchtchev l'assurent, aussi, au lieu de procéder à des réformes générales qui affecteraient tant le système politique que le système économique, ils lancent un programme de réformes économiques qui ne touche pas « aux bases du système politique » (p. 118) et encore moins au leadership suprême du parti.

En ce qui concerne les démocraties populaires, l'auteur explique l'alternance des principes d'unité et de diversité dans l'évolution des autres pays de l'Est par rapport à l'URSS. Dès 1948, le thème de l'unité dans le développement vers le socialisme s'affirme. Pour limiter les tendances à l'autonomie, la doctrine soviétique, appuyée sur le plan institutionnel par le *Kominform*, soutient que les pays de l'Europe de l'Est ont atteint l'étape de la dictature du prolétariat (contrairement aux thèses de 1947) et qu'ils peuvent donc adopter un modèle commun de développement. La scission avec la Yougoslavie ne provient pas d'une divergence à cet égard mais bien de la menace que représentait pour l'URSS les projets de fédération balkanique sous l'égide du maréchal Tito. Par la suite, l'opposition sera idéologique : autogestion, dépérissement conséquent de l'État et même du parti ne cadraient pas avec la conception essentiellement administrative du parti en URSS. L'auteur, contrairement à beaucoup d'historiens, déplore mais ne dénonce pas l'intervention en Hongrie en 1956 ; constatant qu'I. Nagy ne faisait pas l'unanimité autour de lui, il

conclut par l'opinion de Tito qui n'a jamais condamné la deuxième intervention, celle-ci ayant été un « mal nécessaire ».

Après cette période troublée, acculée par le schisme sino-soviétique, l'URSS s'efforcera de protéger l'esprit léniniste des régimes de l'Europe de l'Est : « l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie marque les limites de la diversification tolérée ». La Roumanie, dans cette perspective, par sa fidélité interne au socialisme, peut se permettre une indépendance extérieure relative. L'inverse n'est pas permis, le rempart socialiste est une arme aussi importante pour l'URSS que l'alliance militaire. L'Union soviétique interdira toujours une remise en cause de l'orthodoxie et de la direction souveraine des États socialistes par les partis communistes.

Au niveau du fonctionnement des régimes, M. Lesage décrit les mécanismes, les structures administratives et les organes représentatifs des régimes de l'Est. Lecture un peu aride, elle n'en est pas moins intéressante. On reprochera à cette partie de l'ouvrage l'absence de diagrammes ou schémas explicatifs, le caractère un peu trop juridique de l'exposé et surtout, l'absence d'interprétation socio-politique du fonctionnement du système. Il manque un peu de vie dans cet ouvrage. Il est difficile de croire que dans un continent aussi diversifié, détenteur d'une culture riche et féconde, la vie politique puisse être à ce point terne qu'il n'y ait pas lieu d'en parler.

F. de KERCKHOVE

Université Laval